[Prénom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 09/11/2026

Préavis réduit à un mois pour bénéficiaire du RSA : maintien de mon congé du [date d'envoi du congé]

Madame, Monsieur,

Locataire du logement situé [adresse complète du logement] en vertu d'un bail signé le [date de signature du bail], je vous ai adressé mon congé par lettre recommandée avec accusé de réception, que vous avez reçue le [date de réception], en sollicitant le bénéfice du préavis réduit à un mois en ma qualité de bénéficiaire du revenu de solidarité active.

Par courrier du [date du courrier du bailleur], vous m'indiquez refuser cette réduction et entendre m'appliquer le préavis de droit commun de trois mois, au motif que [motif invoqué dans votre courrier].

Je me permets de vous rappeler que l'article 15 de la loi du 6 juillet 1989 range expressément les bénéficiaires du RSA parmi les locataires admis au préavis réduit, sans condition de zone ni d'accord du bailleur. Ce délai s'applique de plein droit dès lors que la situation est justifiée au moment du congé, ce qui est mon cas : mon courrier mentionnait ce motif et l'attestation de paiement de la CAF y était jointe.

Mon préavis a donc commencé à courir le [date de réception du congé] et prendra fin le [date de fin de préavis], date à laquelle je restituerai les clés. Je réglerai le loyer et les charges jusqu'à ce terme, mais aucune somme ne saurait m'être réclamée au-delà.

Je vous demande en conséquence de bien vouloir prendre acte de cette date de sortie et de me proposer un rendez-vous pour l'état des lieux, au plus tard le [date souhaitée]. Vous trouverez de nouveau ci-joint, à toutes fins utiles, une attestation récente de la CAF confirmant mes droits au RSA.

À défaut d'accord de votre part dans un délai de [nombre] jours, je me réserve la possibilité de saisir la commission départementale de conciliation, puis le juge des contentieux de la protection, afin de faire constater la fin du bail au [date de fin de préavis] et d'obtenir, le cas échéant, la restitution des sommes indûment perçues.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prénom][NOM]

Signature